

Pompiers pyromanes en Côte d'Ivoire

Un peu de recul sur la crise ivoirienne

Que se passe-t-il en Côte d'Ivoire ? Qui a remporté les élections ? Depuis début décembre, la quasi-totalité des médias français nous le répètent en boucle : c'est Alassane Ouattara, tandis que l'usurpateur Laurent Gbagbo, chef d'État sortant, refuse de partir. Au fil des journaux télévisés se dessine la figure du gentil démocrate combattant, aux côtés de la France et de l'ONU, un méchant dictateur. Aussi simple que ça ? Pas si sûr. Les Renseignements Généreux vous proposent un peu de recul sur la crise ivoirienne avec Rafik Houra, de l'association Survie.

Les Renseignements Généreux : Rafik, tu es membre de Survie, l'association de lutte contre la Françafrique¹.

Rafik Houra : J'écris régulièrement dans *Billets d'Afrique*, le mensuel édité par Survie. Je me suis spécialisé sur la Côte d'Ivoire.

Quelle est la position de l'association Survie face à la crise ? Soutenez-vous Gbagbo ou Ouattara ?

RH : Ni l'un, ni l'autre ! Nous essayons de situer les responsabilités françaises dans cette crise. En tant que citoyen français, j'estime que j'ai un droit de regard sur ce que fait l'État en mon nom. C'est le sens du combat de Survie. Et en Côte d'Ivoire, il y a beaucoup à dire !

Quelles sont les responsabilités françaises ?

RH : Pour comprendre le bras de fer Gbagbo/Ouattara et le rôle de l'État français dans cette crise, il faut remonter le temps. En 1960, le général De Gaulle accorde l'indépendance à la Côte d'Ivoire. C'est une indépendance de façade. Pendant plus de trente ans, Houphouët-Boigny règne sur un pays étroitement conseillé et contrôlé par l'Élysée. L'armée et les entreprises françaises prospèrent. La Côte d'Ivoire, c'est alors la vitrine de la Françafrique². Mais au début des années 80, la contestation gronde. L'universitaire Laurent Gbagbo est l'une des figures des manifestations étudiantes. Il dénonce l'autocratie d'Houphouët. En 1982 il crée un parti clandestin, le Front Populaire Ivoirien (FPI) qui, à coups de grèves et de manifestations, réussit à obtenir le multipartisme en 1990. Pour la plupart des Ivoiriens, Gbagbo, c'est l'opposant historique à Houphouët. Depuis la tuerie de 2004³, il apparaît aussi comme un résistant face à l'impérialisme français.

1 <http://survie.org>

2 Sur la Françafrique, nous vous recommandons la brochure *Que fait la France en Afrique ?*, disponible sur le site des Renseignements Généreux.

3 En novembre 2004, au cours d'une offensive de l'armée ivoirienne sur les zones rebelles, neuf soldats français de l'opération Licorne trouvent la mort. Craignant un putsch orchestré par l'armée française après qu'elle a détruit l'aviation militaire ivoirienne, des manifestants envahissent certains quartiers d'Abidjan. L'armée française tire sur des manifestants, faisant plus de soixante morts. Pour plus de détails, lire *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Raphaël Granvaud, éditions Agone, 2010.

Quel est le lien entre Gbagbo et le Parti Socialiste, à cette époque ?

RH : De 1982 à 1988, Laurent Gbagbo s'exile en France. Il se rapproche de certains socialistes dont Guy Labertit, l'un des messieurs Afrique du PS. Mais François Mitterrand, ami politique d'Houphouët-Boigny depuis les années 50, ne voit pas Laurent Gbagbo d'un bon oeil... Gbagbo a néanmoins gardé des appuis au PS, on l'a vu dernièrement avec Henri Emmanuelli, Roland Dumas ou Jean-Christophe Cambadélis. Notons que le FPI est, depuis 1992, membre de l'Internationale Socialiste, comme le PS français.

Et Ouattara, c'est aussi un opposant politique à Houphouët ?

RH : Alassane Ouattara, c'est un tout autre parcours ! Dans les années 80, la Côte d'Ivoire traverse une grave crise : le cours du cacao s'effondre, l'État est en banqueroute, la France ne peut éponger les dettes. Houphouët se tourne vers la Banque Mondiale et le FMI. Les institutions néolibérales acceptent de renflouer les caisses si Houphouët applique leurs Plans d'Ajustement Structurel. Lui qui n'avait jamais eu de premier ministre, on finit par lui en imposer un : Alassane Ouattara. C'est un économiste libéral formé aux États-Unis, ancien directeur adjoint du FMI. Il fréquente la haute société. Son épouse, française, gérait les nombreux biens immobiliers d'Houphouët.

Ouattara est un ami de Nicolas Sarkozy, non ?

RH : Absolument. Pour la petite histoire, Nicolas Sarkozy a marié Alassane Ouattara à Neuilly sur Seine... Premier ministre, Ouattara coupe dans les budgets sociaux et privatise à tour de bras. Un festin pour les entreprises françaises !

C'est de cette période que date l'opposition entre Gbagbo et Ouattara ?

RH : À l'époque, tout les sépare ! Gbagbo l'agitateur socialiste, Ouattara l'homme du FMI... Sous le fidèle premier ministre d'Houphouët, Gbagbo passe huit mois en prison. Le contentieux personnel entre les deux hommes n'est donc pas récent...

Comment Gbagbo est-il arrivé au pouvoir ?

RH : Quand Houphouët décède, son dauphin Henri Konan Bédié prend la suite. Sa politique est désastreuse. En 1999, des soldats le renversent. Le général Guéï, qui dirige la junte, promet des élections. Elles ont lieu en 2000, mais Guéï manipule la constitution pour disqualifier Bédié et Ouattara. Ce dernier est évincé sur le critère nauséabond de l'ivoirité.

Ouattara n'est pas ivoirien ?

RH : Si, mais il est d'origine burkinabé. Le débat sur la nationalité de Ouattara date de l'époque Bédié. C'est l'entourage de Bédié qui a fait la promotion de l'ivoirité. Cette idéologie xénophobe et ethniciste décrivait une échelle allant des Ivoiriens « *multiséculaires* » aux Ivoiriens « *de circonstance* ». Ce concept a servi à écarter Ouattara. Mais plus généralement, il a jeté un doute sur la nationalité des populations du Nord, qui portent souvent des patronymes guinéens, maliens ou burkinabés.

Qui gagne les élections ?

RH : Gbagbo, et c'est une surprise. Le général Guéï empêche la proclamation des résultats, mais Gbagbo prend les devants et s'annonce vainqueur. Le bras de fer s'engage dans la rue, Gbagbo finit par l'emporter. Entre-temps il y a des affrontements avec des partisans de Ouattara qui réclament une élection pluraliste. Les similitudes avec 2010 sont frappantes.

Comment réagit l'Élysée ?

RH : Chirac doit avaler son chapeau ! Mais c'est la cohabitation. Chirac voulait que Bédié soit remis en selle, Jospin aurait dit non. Pour les socialistes, la victoire de Gbagbo était bonne à prendre. Mais dès 2002, une rébellion pro-Ouattara éclate au Nord du pays. Il faut dire que Gbagbo ne s'est pas démarqué du concept d'ivoirité instrumentalisé par ses deux prédécesseurs, et il garde la constitution de 2000.

2002, c'est aussi l'année où Jacques Chirac revient aux commandes...

RH : Et oui. Face aux rebelles, Gbagbo demande l'aide de la France, en vertu des accords militaires franco-ivoiriens signés sous Houphouët. Chirac refuse, puis déclenche l'opération Licorne : 5000 soldats français coupent le pays en deux et gèlent le front. La rébellion contrôle le Nord, Gbagbo le Sud.

L'armée française aurait pu repousser les rebelles, comme au Tchad en 2008...

RH : Bien sûr ! Elle aurait aussi pu laisser les rebelles renverser Gbagbo, mais en étaient-ils capables ? Tout se passe comme si la diplomatie française avait décidé de maintenir Gbagbo en place, mais sous une épée de Damoclès. Depuis l'opération Licorne elle s'est efforcée de dépouiller Gbagbo de ses pouvoirs présidentiels en accroissant le poids politique des rebelles, présentés dans nos médias comme des victimes de l'ivoirité. En 2003, lors des accords de Marcoussis, l'Élysée a imposé l'entrée des rebelles dans le gouvernement. En 2007, le leader rebelle Guillaume Soro est devenu premier ministre, suite aux accords de Ouagadougou.

Depuis 2002, la France joue donc un rôle d'arbitre...

RH : C'est une stratégie de pompier pyromane, avec une constante : maintenir les intérêts français. Et c'est un succès. Depuis 2003, Laurent Gbagbo fait le bonheur de nos grands patrons.

Quels sont les intérêts français sur place ?

RH : Nombreux, dans les télécoms, l'eau, l'électricité, le pétrole, le gaz, la logistique, les fruits tropicaux, le secteur bancaire et le BTP. Bolloré contrôle le port d'Abidjan, le chemin de fer, et de vastes plantations de palmiers à huile et d'hévéa, très rentables. Bouygues contrôle les distributions d'eau, d'électricité et possède d'importants contrats dans le gaz. Total possède 25% de la raffinerie et détient 60% d'un permis d'exploration très prometteur.

Le conflit a dû perturber les Français depuis 2002...

RH : C'est vrai pour les PME et PMI. Mais pas pour les grandes entreprises. Bouygues a remporté le juteux marché du troisième pont d'Abidjan. Sagem était l'opérateur technique préparant les élections, un contrat de 200 millions d'euros ! Vinci travaille sur les chantiers pharaoniques de la capitale, Yamoussoukro. La France reste le premier partenaire commercial.

Gbagbo a-t-il mené une politique sociale ?

RH : Il a beaucoup promis : la gratuité de l'école, l'assurance maladie universelle... Dans les faits, ses réalisations sont rares. À sa décharge, il gouverne depuis 2002 un pays divisé, difficilement gérable. Mais il maintient les intérêts français. En 2008, Gbagbo a élevé Vincent Bolloré au rang de Commandeur de l'ordre national du mérite ivoirien...

Venons-en aux élections de décembre 2010. Étaient-elles démocratiques ?

RH : Survie n'a pas envoyé d'observateurs ! Ce n'est pas notre rôle. Ce que je peux dire, c'est que les conditions n'étaient pas réunies pour éviter une large fraude, particulièrement au Nord. En effet, une partie des accords de paix n'a pas été respectée, celle qui concerne le désarmement des rebelles et la réunification du pays. Voter dans ces conditions était absurde. Quant à la Commission Électorale Indépendante (CEI), les rebelles y étaient surreprésentés. Pendant les trois jours dont elle disposait pour proclamer les résultats, la CEI n'a pas trouvé de consensus. C'est finalement sous la protection et les encouragements des ambassadeurs français et américains que le président de la CEI a pris l'initiative d'annoncer la victoire de Ouattara. C'est un passage en force, aussitôt validé par la France, les États-Unis et l'ONU.

Dans ces conditions, pourquoi Gbagbo n'a-t-il pas refusé les élections ?

RH : Il jouait la montre depuis cinq ans, mais en 2010 les pressions devenaient sans doute trop fortes. Je pense que les deux camps se sont préparés à la situation actuelle.

Pourquoi les médias français donnent-ils une vision si simpliste de la situation ?

RH : Les journalistes sont sous pression, ils répètent sans vérifier. Je ne crois pas qu'il s'agit d'un complot. C'est le fonctionnement actuel des médias.

Comment vois-tu la suite ?

RH : Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara disposent chacun d'une forte assise populaire. Les populations du Nord, très présentes à Abidjan, offensées par la rhétorique de l'ivoirité, s'identifient en grande partie à Ouattara. Mais Gbagbo est légèrement majoritaire à Abidjan. Il pourrait sans doute, comme en 2004, mobiliser beaucoup d'Ivoiriens contre l'ingérence étrangère. Malheureusement, tous les ingrédients d'un affrontement dramatique sont en place. Il y aurait déjà plus de 250 morts. Le battage médiatique en France et dans le monde me semble préparer les esprits à une intervention militaire.

Mais de qui ? Une intervention de l'armée française ?

RH : Peu probable. Le risque d'une réaction populaire est trop fort, surtout depuis la tuerie de 2004.

L'ONU ?

RH : Je ne crois pas. L'ONU est perçue comme l'outil des puissances occidentales. Et puis les casques bleus présents sur place ne sont pas formés et équipés pour une véritable opération militaire offensive. On parle beaucoup de l'Ecomog, l'armée nigériane sous mandat de la CEDEAO⁴. Elle avait commis de nombreuses crimes au Libéria et en Sierra Leone. Dans tous les cas, une intervention risque d'être un désastre pour la population. Il faut tout faire pour éviter une guerre civile.

Un espoir ?

RH : Oui, la population ivoirienne. Ni l'ivoirité, ni le putsch de 1999, ni ces huit années de crise n'ont entamé le courage et la tolérance des Ivoiriens. Il faut par exemple écouter la société civile ivoirienne⁵, qui appelle à un apaisement entre les deux camps et refuse l'affirmation de la victoire de l'un sur l'autre. Et nous, en tant que citoyens français, dénonçons l'irresponsabilité de nos représentants. Croire que l'élection sortirait la Côte d'Ivoire de la crise était un leurre. Elle est plus que jamais l'otage de ses leaders politiques. Aucun d'eux ne sera capable à lui seul de guérir la société ivoirienne de ses plaies.

Pour aller plus loin :

- *Que fait l'armée française en Afrique ?* Raphaël Granvaud, éditions Agone, 2010
- *La Françafrique*, François-Xavier Verschave, éditions Les arènes, 1998
- *Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée*, Samuël Foutoyet, éditions Tribord, 2009

Pour suivre les évolutions de la crise ivoirienne depuis cet entretien, nous vous recommandons la lecture du mensuel *Billets d'Afrique*, disponible sur <http://survie.org>

Cet entretien a également été publié en version courte dans le journal *CQFD* de janvier 2011 (<http://www.cequifautdetruire.org>)

**Retrouvez cet entretien et bien d'autres sur
www.les-renseignements-generaux.org**

4 Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest

5 www.societecivile-csci.org